

Adresse de Marie-George Buffet aux salariés du secteur de l'énergie.



Ce qui saute aux yeux, dans l'actualité, c'est bien le caractère vital et stratégique de la question énergétique.

L'énergie relève de notre bien commun et donc de la maîtrise des peuples. Comment alors accepter de la confier à de grands groupes capitalistes ou à des fonds de pension.

Parce qu'elle nous concerne tous et toutes, l'énergie doit relever du service public. Officiellement, personne ne le conteste. Mais comment ne pas voir que certains défenseurs d'un service « universel » défendent surtout un service qui serait réduit à panser les plaies de politiques produisant exclusions et inégalités...

Seul un véritable service public peut répondre aux besoins humains et garantir notre indépendance énergétique. Seul un véritable service public est suffisamment fort pour encourager la recherche et l'investissement, pour le respect de l'environnement. Seul un véritable service public garantit la sécurité des installations et l'intervention des citoyens dans sa gestion.

Oui, il faut à la fois rompre avec les privatisations initiées par la droite mais également empêcher la renaissance d'une politique de renoncement se limitant à accompagner socialement le processus de libéralisation ! Pour cela et devant le bilan déplorable de l'ouverture du secteur énergétique à la concurrence, **je préconise un radical changement de cap.**

A la concurrence et la dictature des actionnaires, je veux faire primer la coopération, la démocratie et le renforcement de la maîtrise publique.

D'abord, je propose donc de reconnaître et de rendre effectif **un véritable droit à l'énergie**. Ce droit sera notamment garanti par l'interdiction des coupures d'électricité, dans la lignée des courageuses actions menées par les « Robin des bois » et relayées par les maires qui ont fait voter des arrêtés « anti-coupures ».

Parce que ce droit à l'énergie ne peut être garanti avec une électricité fournie à des prix prohibitifs, inabordable pour les usagers et les entreprises, je m'engage à prendre une grande initiative politique, dès le mois de mai, pour arracher un moratoire et un bilan de la libéralisation du secteur énergétique en Europe.

Les tarifs réglementés seront pérennisés et leur fixation contrôlée démocratiquement. Pour mieux extraire l'énergie de la sphère marchande, la France proposera à ses partenaires de l'Union européenne de rouvrir le débat sur la directive cadre des services publics. La proposition visant la mise en place d'une agence européenne de l'énergie permettant de renforcer les coopérations sera défendue auprès des 27 pays de l'UE. Elle permettra de créer les meilleures conditions pour une politique énergétique commune à toute l'Europe et donc pour repousser le projet actuel de 3^e directive visant l'éclatement de modèle d'entreprise intégrée.

Cette politique sera évidemment relayée, en France, par la réappropriation publique du secteur de l'énergie.

EDF et GDF devront redevenir 100% public et leur « mariage » devra être enfin célébré ! Un pôle public de l'énergie coiffant l'ensemble du secteur (pétrole, gaz, électricité) sera constitué pour favoriser l'intervention des élus, des salariés, des associations dans le suivi et la mise en oeuvre de notre politique énergétique.

MARIE-GEORGE BUFFET

Rassembler la gauche
populaire et antilibérale

C'est cette maîtrise publique qui nous permettra d'anticiper **l'avenir en doublant le budget de la recherche de ce secteur !** Il s'agira de chercher à avancer dans le domaine de la séquestration du CO2, notamment dans le cadre de la relance du charbon propre, de la promotion des énergies renouvelables et de l'amélioration de leur efficacité énergétique. Je proposerai le vote d'une loi de programmation contre le réchauffement climatique se fixant un objectif de division par quatre des émissions de gaz à effet de serre.

C'est cette maîtrise publique qui nous assurera une vision de long terme, ni mercantile ni hégémonique, reposant sur le recours à toutes les énergies, chacune pour leurs qualités en matière de sécurité, de capacité de production, de disponibilité du combustible et de réduction de l'effet de serre.

La place de l'énergie nucléaire dans cette diversification énergétique fait débat. Les choix de politique énergétique française en faveur du nucléaire civil ont placé la France dans une situation favorable par rapport aux autres pays européens à la fois en matière d'émission de gaz à effet de serre, de coût de l'énergie, d'indépendance énergétique et d'emplois industriels. Mais en même temps des problèmes de-

Augmenter les salaires, pérenniser et améliorer les régimes spéciaux de retraite et de protection sociale, investir dans la formation sont les objectifs à atteindre. Le statut social de la branche des IEG sera consolidé, amélioré et étendu aux salariés travaillant dans les filiales des groupes.

De telles mesures sont non seulement justes, mais elles sont aussi utiles à l'économie et nécessaires à l'efficacité du service public de l'énergie.

Elles sont surtout possibles : rien qu'au sein des groupes EDF et Gaz de France les dividendes versés aux actionnaires durant l'année 2005 (plus de 2 milliards €) représentent près de 20% des charges totales de personnel pour les deux groupes (12 milliards €). Devant le terrible gâchis, pouvant aller, selon les directions, jusqu'à 13 milliards d'€ (!) de dividendes exceptionnels promis aux actionnaires de Suez, dans le cadre du projet de fusion GDF-Suez, comment ne pas opposer de nouvelles dépenses socialement utiles ?

C'est pourquoi je propose un vaste plan pluriannuel d'embauches dans chaque entreprise du secteur, afin d'assurer le renouvellement des compétences et d'en finir avec la généralisation des politiques d'externalisation, leur cortège d'emplois précaires et de conditions d'exploitation des centrales dégradées.

Cette ambition, c'est tout le sens de ma candidature à l'élection présidentielle. C'est le sens de mes propositions pour l'énergie.

meurent concernant la prolifération nucléaire dans le monde, la sécurité des installations et la confiance des populations dans le traitement et le stockage des déchets. Aussi, je suis convaincue de la nécessité de développer l'effort de recherche en la matière, aussi bien pour la 4^e génération de réacteurs, la réalisation et l'exploitation d'ITER mais aussi la sécurisation du nucléaire et de ses déchets. La réalisation du projet EPR, à Flamanville, devra également être poursuivie.

Dans la conception que je défends qui place la démocratie au centre des choix politiques, je pense nécessaire de mettre les termes de ce débat entre les mains des citoyens pour qu'ils se prononcent par référendum. Cela nécessitera des moyens d'information et d'intervention réellement démocratique. Cela nécessitera aussi de ne pas dissocier les choix en matière de filière industrielle des moyens politiques à mettre en œuvre pour assurer une réelle maîtrise publique du secteur de l'énergie.

Ce parti pris de la maîtrise publique, il ne serait rien sans une promotion de l'emploi public !

Dans la dernière période j'ai eu l'occasion d'être à vos côtés pour vous soutenir dans vos luttes contre la marchandisation de ce secteur vital ou pour condamner le dumping social.

Les garanties sociales des salariés de la sous-traitance, notamment du nucléaire, seront améliorées et harmonisées afin d'éviter le dumping social et tendre à faire l'excellence en terme de conditions d'exploitation.

Je veux porter toutes ces propositions dans la campagne de ces élections présidentielles. Mais je sais que pour être mises en œuvre, il ne suffira pas de promesses !

Il faudra s'engager à faire tomber les Bastilles de la tyrannie des actionnaires et des banques, de cette Europe de la concurrence libre et non faussée.

Comme une grande majorité d'entre-vous, j'ai contribué à la victoire du Non au projet de constitution pour l'Europe. C'est dans la continuité de ce combat pour une autre Europe, respectueuse des services publics, que je suis candidate à l'élection présidentielle.

À toutes celles et ceux qui veulent ce courage, au gouvernement, pour retrouver la voie du progrès social, préserver et développer les services publics, je veux dire que votre ambition est la mienne.

Cette ambition, c'est tout le sens de ma candidature à l'élection présidentielle. C'est le sens de mes propositions pour l'énergie.